



BURKINA FASO

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION
PROFESSIONNELLE

(MJFIP)

Termes de références

Développement de dispositifs régionaux de partenariat
en matière de formation professionnelle 2017-2018 dans :

- Le secteur de l'agriculture dans la région de la Boucle de Mouhoun
- Le secteur du BTP dans la région du Centre

Octobre 2017

Avec l'appui de



1. Contexte général

Dans le cadre de l'appui apporté par l'IIPE/Pôle de Dakar au Burkina Faso pour l'opérationnalisation de sa politique rénovée de formation professionnelle (FP), les acteurs concernés, publics et privés, ont été accompagnés dans un travail d'identification et d'analyse des freins qui entravent cette opérationnalisation. Il en ressort un certain nombre de problématiques majeures dont l'insuffisant développement du partenariat public-privé (PPP) dans le secteur de l'Enseignement technique de la formation professionnelle (ETFP), malgré la volonté de l'État et des dispositions qu'il a déjà prises¹. L'analyse de la problématique révèle (i) l'absence de consensus entre les acteurs du public et ceux du privé sur la définition et la formalisation du contenu du PPP, (ii) l'inadaptation des cadres de concertation actuels, (iii) l'absence de stratégie opérationnelle de développement du PPP dans le secteur de la FP, (iv) l'insuffisance de compétences et de moyens pour développer le PPP et (v) l'inadaptation du cadre juridique et réglementaire actuel du PPP par rapport à l'ETFP.

Pour lever ces freins, le Procor a prévu l'accompagnement des acteurs concernés par la FP dans les secteurs de l'Agriculture et du BTP respectivement dans les régions de la Boucle de Mouhoun et du Centre en vue de développer un dispositif de mise en œuvre du PPP en matière de formation professionnelle. Pour cela, les actions suivantes ont été retenues :

- Mettre en place des dispositifs régionaux de partenariat (DRP) entre les acteurs publics et privés ;
- Définir un contenu opérationnel du PPP intégrant le secteur informel : champs de partenariat, gouvernance des structures de formation, définition des rôles et des responsabilités, guides et outils opérationnels de PPP, conventions cadres de PPP, schéma de financement du PPP, ...). Il s'agira également de définir les rôles et responsabilités au niveau central qui sont nécessaires au fonctionnement du PPP au niveau régional ;
- Elaborer une stratégie opérationnelle de développement du PPP/FP ;
- former des personnes ressources qui accompagneront les autres acteurs publics et privés ;
- adapter le cadre juridique et réglementaire pour une meilleure prise en compte du PPP.

Toutefois, la conception du dispositif régional de partenariat doit être validée par les autorités concernées au niveau central.

Par ailleurs, une étude de typologie sur le PPP, le pilotage de la formation par la demande économique, la certification impliquant le secteur privé et le financement de la formation a été réalisée par l'IIPE/Pôle de Dakar en partenariat avec l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEFF).

L'étude a apporté des éléments de réponses aux questions ci-dessous que se posent les acteurs publics et privés sur le PPP dans la formation professionnelle :

- quels sont les différents niveaux/types possibles du PPP/FTP selon les expériences au niveau international ?
- quels sont les prérequis pour chaque niveau/type de PPP ?
- quels sont les différents acteurs publics et privés d'un PPP/FTP ?
- quelles sont les différentes fonctions de la FTP pouvant faire l'objet d'un PPP ?
- pour chaque niveau/type, quels sont les implications/rôles pour chaque acteur en rapport avec les différentes fonctions de la FTP ?

Les résultats de cette étude vont donc permettre aux acteurs sectoriels de l'agriculture et du BTP de mieux comprendre les pratiques du PPP dans la formation professionnelle au niveau international et de se définir des objectifs raisonnés à atteindre sur une période définie (situation

¹ Elaboration de la Politique nationale d'enseignement et de formation techniques et professionnels et de son programme d'appui (PAPS-EFTP), Stratégie de généralisation de la formation professionnelle, etc.

projetée) en partant de leurs situations de référence par rapport aux différents niveaux/types de PPP.

C'est dans ce contexte que l'IIPE-Pôle de Dakar et le Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelles (MJFIP) du Burkina Faso souhaitent mobiliser les services d'un(e) consultant(e) international(e) pour accompagner les acteurs publics et privés des secteurs de l'Agriculture et du BTP respectivement des régions de la Boucle de Mouhoun et du Centre dans la conception de dispositifs régionaux de partenariat autour des différentes fonctions de la FP.

2. Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission est d'accompagner les acteurs publics et privés des secteurs formels et informels de l'Agriculture dans la région de la Boucle du Mouhoun et du BTP dans la région du Centre dans la conception et la préparation des conditions de mise en place de dispositifs régionaux de partenariat (DRP) opérationnels et représentatifs des acteurs de ces deux secteurs/régions y compris dans ses dimensions juridiques et réglementaires ainsi que son schéma de financement.

Les résultats de l'étude sur la typologie des axes et des plans d'actions sectoriels territorialisés (PASET) seront tenus à la disposition du/de la consultant(e) international(e). La Direction générale de la formation professionnelle (DGFP) du MJFIP pourra également mettre à la disposition du/de la consultant(e) des documents (études, rapports, etc.) relatifs aux deux secteurs.

3. Résultats attendus et description des activités du/de la consultant(e)

Phase 1 : Pour la conception et la mise en place des DRP :

Le résultat attendu est la préparation des conditions optimales à la mise en place de DRP fonctionnels et représentatifs des acteurs publics, privés, formels et informels pour un meilleur pilotage de la FTP dans l'Agriculture et dans le BTP, respectivement dans la Boucle du Mouhoun et dans la région Centre.

Il est plus spécifiquement attendu :

- Une bonne **sensibilisation** des acteurs concernés sur l'importance du partenariat public privé au niveau régional en matière du développement de la formation professionnelle ;
- La définition claire et partagée d'un **cadre² régional de pilotage** (CRP) du dispositif (**missions, structuration, composition et mode de fonctionnement**) ;
Pour les missions, il y a lieu notamment de clarifier le positionnement des «conseils d'établissement» et des conseils d'administration des centres de formation par rapport au CRP et de mettre en évidence les différences et surtout les complémentarités ;
- La définition claire et partagée des **rôles et responsabilités de chaque acteur** dans les différentes fonctions de la FTP ;
- La définition du **schéma de financement des DRP**. Il s'agit de définir un dispositif qui peut avoir plusieurs outils, sources, approches, de financement du fonctionnement du DRP. Comment financer les réunions et activités du CRP ? Comment financer chacune des contributions des différents partenaires ? Si par exemple on dit que les professionnels sont appelés à exprimer les besoins en compétences du secteur dans la région, il faudra dire comment ils vont financer le travail nécessaire ? (Eux-mêmes ? sur une autre source ? un cofinancement et avec qui ? Les composantes du schéma de financement doivent être réalistes.

² L'appellation précise de ce cadre sera donnée par les acteurs burkinabè lors des ateliers régionaux.

- une **proposition d'ajustement des textes juridiques et réglementaires existants** pour prendre en compte les nouvelles propositions est soumise aux autorités. S'il s'avère que les nouveaux textes vont prendre beaucoup de temps, les consultants feront des propositions de textes transitoires permettant l'expérimentation du DRP.
- Une feuille de route pour la mise en œuvre expérimentale du DRP.

4. Méthodologie

La mission va mobiliser un(e) consultant(e) international(e) pour la conception et la définition des conditions optimales de mise en place des DRP. Elle se déroule en deux étapes :

Etape 1 :

En s'appuyant sur son expérience internationale et les matrices de la typologie des axes, il/elle va, lors de ses missions dans chacune des deux régions :

- **sensibiliser les acteurs** sur l'importance de leur participation à la concertation régionale ;
- **échanger avec les différents acteurs ciblés** sur les questions suivantes en vue de construire des propositions de réponses dans son rapport :
 - a) quels DRP (éléments constitutifs) en FP au niveau régional ? Ces DRP doivent être en adéquation avec le type de partenariat à asseoir pour chacun des deux secteurs/régions (au regard de la typologie du PPP produite par l'étude référentielle) ;
 - b) Quelles **missions** pertinentes du CRP par rapport à chacune des fonctions de la formation professionnelle mentionnées dans les matrices ?
 - c) Quelle(s) relation(s) entre le CRP et les structures existantes (Conseils d'administration ou Conseils d'établissement des structures de formation) ?
 - d) Quelle **structuration** du CRP pour assurer une bonne fonctionnalité par rapport aux missions ?
 - e) Quelle **composition et quel profil** des membres du CRP pour assurer une bonne représentativité des différentes familles d'acteurs ?
 - f) Quel **rôle et quelle responsabilité à attribuer à chaque acteur** en tenant compte du contexte régional et des capacités réelles de cet acteur ?
 - g) Pour chaque famille d'acteurs, quels sont les **profils souhaités pour ses futurs représentants au CRP**, en cohérence avec les missions du CRP et du contenu de chaque PASET ?
 - h) Quelles **mesures d'accompagnement** pour permettre à chaque acteur d'assumer et d'assurer ce rôle et cette responsabilité ?
 - i) Pour le **financement du fonctionnement du CRP ainsi que des activités revenant à chaque partenaire**, quelles sources et quelles approches de financement ? Y a-t-il par exemple des possibilités avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA) ? Peut-on avoir des cofinancements ?
- **identifier les grandes lignes des dispositions juridiques et réglementaires** à prendre pour instituer et formaliser les CRP ;
- **produire un rapport d'étape.**

Avant le démarrage de la mission, la DGFP et l'IIPE-Pôle de Dakar stabiliseront avec le/la consultant(e) les listes des acteurs à rencontrer pour chacun des deux secteurs, ainsi qu'un calendrier prévisionnel des rencontres. Les rendez-vous avec les acteurs seront pris par la DGFP.

Durant sa mission dans les deux régions, le/la consultant(e) international(e) sera accompagné(e) par le point focal ou son représentant et une ou deux personnes au niveau de chaque région (à identifier/convenir avec le point focal).

Etape 2 : Ateliers CRP

Dans chacune des deux régions, il sera tenu un atelier régional de 3 jours à Ouagadougou et à Dédougou, en coordination avec les groupes de travail, la DGFP et l'IIPE/Pôle de Dakar. Chaque atelier réunira les représentants des acteurs de chacun secteur économique et les acteurs du niveau central concernés.

Chaque atelier régional a pour objectifs :

- en plénière ou en travaux de groupes, avec l'ensemble des participants, pendant 3 jours : la mise en commun des résultats de l'étape 1 pour valider les missions, la structuration, la composition, le fonctionnement et le mode de financement du DRP / CRP d'une part et, d'autre part, les rôles et responsabilités que les acteurs doivent assumer dans le cadre du DRP / CRP (au regard des différentes fonctions de la FTP mentionnées dans les matrices de l'étude de typologie).

Le projet de TDR de l'atelier sera proposé par le/la consultant(e) international(e) dans son rapport de l'étape 1, en concertation avec la DGFP et l'IIPE/Pôle de Dakar.

5. Livrables

Phase 1 :

- Livrable 1: rapport de mission à la fin de l'étape 1 ;
- Livrable 2 : rapport de mission à la fin de l'étape 2 ;

6. Durée estimée et calendrier indicatif de la mission

Il est attendu que la mission se déroule sur la période allant de novembre 2017 à janvier 2018 avec le calendrier indicatif suivant pour un total de 35 homme/jour :

| Etapes | Contenus | Nombre h/j | Dates prévisionnelles* | Lieux |
|------------------|--|-------------------|---|--------------------------|
| 1 | Rencontres acteurs BTP | 5 | Du 27 novembre au 1 ^{er} décembre 17 | Région Centre |
| | Rencontre acteurs Agriculture | 5 | Du 04 au 08 décembre 17 | Région Boucle de Mouhoun |
| | Production Rapport Etape 1 | 5 | Du 11 au 15 décembre 17 | Travail à distance |
| | Transmission et validation rapport Etape 1 | | Du 18 au 29 décembre 17 | |
| 2 | Préparation ateliers | 5 | Du 02 au 05 janvier 18 | Travail à distance |
| | Tenue Atelier du BTP | 5 | Du 08 au 12 janvier 2018 | Ouagadougou |
| | Tenue Atelier Agriculture | 5 | Du 15 au 19 janvier 2018 | Dédougou |
| | Production Rapport Etape 2 | 5 | Du 22 au 26 janvier 2018 | Travail à distance |
| TOTAL H/J | | 35 | | |

* Dans son offre, le/la consultant(e) peut proposer des modifications à l'agenda sans toutefois dépasser janvier 2018 pour l'achèvement de la mission. A noter également que la semaine du 22 au 26 janvier est déjà occupée par une autre activité.

7. Choix du/de la consultant(e)

7.1 Profil du/de la consultant(e) international(e)

Il/elle doit avoir des expériences avérées en matière de :

- PPP dans la formation professionnelle : conception, mise en œuvre, accompagnement dans la mise en œuvre ;
- développement d'outils et de supports de mise en œuvre de PPP ;
- approche par les compétences (APC) dans la FP ;

Il/elle doit également avoir une bonne connaissance du contexte de l'EFTP dans les pays d'Afrique subsaharienne.

7.2 Critères de sélection et rémunération

a. Critères de sélection

- Niveau d'étude : minimum Master/DESS/DEA ou équivalent ;
- Nombre d'années d'expérience pertinente dans le champ de l'étude : 15 années au moins ;
- La note méthodologique synthétique de 4 pages maximum sur la compréhension de la mission : 2 pages pour chaque phase.

b. Rémunération

Le taux journalier des honoraires est fixé à 400 dollars US.

Les frais de déplacement (transport et per diem) seront pris en charge par l'IIPE/Pôle de Dakar conformément aux taux en vigueur.

8. Modalités de participation

Les candidats intéressés par cette mission doivent envoyer leur candidature et y inclure les renseignements suivants :

- Une courte lettre de motivation confirmant leur disponibilité à conduire une telle mission conformément au calendrier établi au point 6 de la partie A ;
- Un CV actualisé et présentant leur expérience et leur expertise pour mener à bien cette mission ;
- Une note synthétique précisant leur compréhension de la mission et leur démarche méthodologique.

Les candidatures doivent parvenir au plus tard le dimanche 12 novembre 2017 à minuit.

Le dossier de candidature doit être envoyé par courrier électronique à Mme Neloum Koumtingue : n.koumtingue@unesco.org

Annexe : Cadre indicatif des relations entre les fonctions de la FTP et les acteurs régionaux

| Processus | politique et planification | | Référentiels | | | Formation | | | | | Qualité | | Financement |
|---|--------------------------------------|---|---|---|--|--------------------------|--|------------------------------|----------------------------|---------------------------|--|---|-------------|
| Fonction acteurs | élaboration de la politique de la FP | Planification du développement de la FP | Identification des besoins en compétences | Détermination des compétences (REM/REC) | Conception et définition du contenu de formation | Formation des formateurs | Infrastructures équipements et matière d'œuvre | Organisation de la formation | gestion des établissements | Evaluation /certification | évaluation de l'efficacité externe du système (taux d'insertion) | Communication (information sur les métiers et les parcours) | |
| Ministères | | | | | | | | | | | | | |
| Structures déconcentrées | | | | | | | | | | | | | |
| Collectivités territoriales | | | | | | | | | | | | | |
| Etablissements de formation ³ | | | | | | | | | | | | | |
| Organisations professionnelles nationales d'employeurs | | | | | | | | | | | | | |
| Organisations professionnelles déconcentrées d'employeurs | | | | | | | | | | | | | |
| Entreprises | | | | | | | | | | | | | |

³ Y inclure les établissements privés en ce sens qu'ils assurent une mission de service public.

Développement du partenariat dans la FTP dans les secteurs de l'agriculture et du BTP au Burkina Faso

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Société civile | | | | | | | | | | | | | |
| Organisations syndicales nationales | | | | | | | | | | | | | |
| Organisation syndicale de la branche d'activité | | | | | | | | | | | | | |
| Fonds | | | | | | | | | | | | | |
| Bénéficiaires | | | | | | | | | | | | | |
| Partenaires techniques et Financiers (PTF) | | | | | | | | | | | | | |
| Autres acteurs (Institutions de recherches ...) | | | | | | | | | | | | | |